

LA FNIC-CGT CONDAMNE LES VIOLENCES MEURTRIÈRES ET L'OPPRESSION AU SRI LANKA

Les terribles attentats meurtriers du 22 avril ont laissé les Sri-lankais d'abord, le monde ensuite, dans un état de stupeur horrifiée. Encore une fois, la barbarie a fauché des innocents. Mais au Sri Lanka comme ailleurs, les explosions de violence ne sont pas le résultat d'une génération spontanée ni d'une fatalité divine.

Alors que les journalistes nous tiennent informés quasiment heure par heure de l'enquête visant à déterminer les causes de l'incendie de la charpente de la cathédrale de Paris, **pas un mot sur le contexte, les causes du carnage perpétré au Sri Lanka, qui a fait des centaines de morts.**

Ce drame n'est en rien la manifestation d'un « choc de civilisations ». **S'arrêter à l'horreur ressentie face aux images, c'est refuser d'analyser la situation.** Les médias autoproclamés « decodeurs de fake news » y verront bien entendu du conspirationnisme : on ne peut être que frappé par l'exploitation immédiate du massacre par la clique au pouvoir au Sri Lanka, un gouvernement pro-US et ultralibéral clairement menacé de perdre les prochaines élections en décembre prochain.

Ces attentats odieux, revendiqués par Daech, font suite à ceux de début 2018 visant des musulmans. Ils ont frappé des innocents dans un pays au cœur d'enjeux stratégiques colossaux opposant Etats-Unis, Inde et Chine ; un pays exsangue du fait des politiques imposées par le FMI qui l'ont transformé (ce n'est qu'un exemple) d'exportateur de riz, à importateur net, en quelques années. Au cours de l'année

2018, une vague de grèves et de manifestations a éclaté contre les mesures d'austérité prises par le gouvernement sri-lankais où la corruption atteint des sommets.

Au beau milieu d'une région aux corridors maritimes cruciaux, tant pour le plan américain « Pivot Asia » que le plan chinois « nouvelle route de la soie », les raisons ne manquent pas pour affaiblir le Sri Lanka.

Après ces attentats, plutôt que d'élections susceptibles de changer la donne, ce qui est maintenant à l'ordre du jour au Sri Lanka, c'est le couvre-feu qui a été décrété, les écoles, les universités, les administrations fermées, les réseaux sociaux interrompus, les « check points » de l'armée et de la police qui ont refait leur apparition, et toutes les réglementations anti-terroristes réactivées.

Ces mesures policières étatiques mises en place sous prétexte de lutter contre le terrorisme sont et seront inévitablement utilisées contre la classe ouvrière, comme le régime Macron le fait en France. De quoi rassurer pour un temps les « protecteurs » américains.

**LA FNIC-CGT EXPRIME SA
SOLIDARITÉ AU PEUPLE SRI-LANKAIS
POUR LE COMBAT QU'IL MÈNE CONTRE
L'OPPRESSION ET L'IMPÉRIALISME.**